

Medland 2020

Une parole partagée sur les forêts méditerranéennes et leurs produits

par Jean BONNIER et Louis AMANDIER
avec la collaboration de Jean-Paul CHASSANY et Gilles BONIN

***En proposant, à travers cet article,
un regard extérieur sur le projet
Medland 2020, l'association Forêt
Méditerranéenne s'est prêtée
à un exercice difficile, mais
ô combien stimulant, puisqu'il
touche au cœur de ses réflexions
depuis maintenant 35 ans.
Chaque expérience présentée dans ce
numéro et réalisée dans le cadre de
projets de coopération de l'Union
européenne, participe à un cadre
commun de gestion des territoires
méditerranéens en promouvant
l'utilisation et la protection
des ressources naturelles,
la valorisation sociale et économique
de ces territoires... Cet article tente
d'analyser en quoi la mise
en commun et la capitalisation
de ces résultats peut apporter
un plus aux acteurs de la foresterie
méditerranéenne...***

Le projet Medland 2020 nous a offert l'occasion de constater que les forêts méditerranéennes dans les différentes régions et les pays concernés, essentiellement du sud de l'Union européenne, occupent beaucoup d'espace mais ne concernent qu'un petit nombre de personnes, réparties assez équitablement dans les tissus sociaux de chaque pays : des propriétaires fonciers, des organismes professionnels, des administrations territoriales, des Collectivités ou des Etats, des centres de recherche... dans des domaines aussi variés que la production de bois, la prévention des risques naturels, l'accueil de visiteurs ou autres services non marchands.

Les promoteurs de ce projet peuvent passer pour imprudents : en effet, il s'agit de marier treize projets disparates, eux-mêmes résultant de circonstances quelquefois aléatoires et méthodologiquement discutables. En France, on parlerait « du mariage de la carpe et du lapin », mais, en Côte d'Ivoire, on cuisine très bien ensemble viande et poisson...

Cette approche de la forêt méditerranéenne ne se réduit pas — comme le laisseraient supposer traditions et institutions des régions septentrionales — à la seule prise en compte des espaces suffisamment couverts d'arbres et de leur gestion pour en obtenir du bois. Elle illustre parfaitement la multiplicité des situations écologiques et socio-éco-

nomiques, ainsi que celle des usages de ces espaces, souvent mal définis, mais omniprésents dans tous les territoires qui entourent la Méditerranée.

Les concepts qui font la matière du projet Medland 2020 avaient été développés dès les années 90 par des organismes locaux en France (comme par exemple le Parc du Luberon pour les espaces agricoles et forestiers) de manière isolée mais sans synchronisation et sans harmonisation avec des territoires d'autres pays du monde méditerranéen. Le grand mérite de Medland est d'avoir pu rassembler, dans un même programme, des préoccupations diverses mais apparentées dans un souci d'harmonisation. Il offre ainsi une possibilité d'harmonisation à l'échelle des pays du nord du bassin méditerranéen dans l'espoir de voir se souder les initiatives locales dans le contexte international.

Une gouvernance partagée pour ces espaces

Photo 1 :

La gestion des espaces méditerranéens nécessite d'impliquer l'ensemble de la population. Région de Valence, Espagne (projet Qualigouv)
Photo AIFM

Plusieurs projets de la collection Medland 2020 ont abordé la gouvernance des espaces naturels et forestiers. Il apparaît en effet plus efficace, pour débloquer beaucoup de situations, que les décisions concernant la gestion de ces espaces soient prises par les

ayant-droits, non à titre individuel, mais en concertation avec leurs pairs, ainsi qu'avec tous ceux qui vivent dans ces territoires. Il ne s'agit plus, comme auparavant, de préparer des projets d'aménagement forestier, même avec grand soin, puis de les présenter aux « populations ». Celles-ci sont maintenant plus instruites qu'autrefois, même si elles sont, par ailleurs, davantage ignorantes des choses de la campagne ; elles sont mieux représentées, même si la démocratie doit encore, à peu près partout, progresser. Mais le temps n'est plus où le document d'aménagement, guide quasi liturgique du forestier, devait demeurer secret. C'est pourquoi, à l'occasion soit de Qualigouv, soit de Forêt Modèle, les partenaires ont examiné des modes de conception et de mise en œuvre de projets, impliquant le mieux possible les habitants des territoires concernés, et perçus davantage comme outils de développement que comme des projets strictement sylvicoles.

Certes, ces projets n'ont réuni, à eux deux, qu'une dizaine de territoires partenaires. C'est peu si on les considère un à un, mais c'est beaucoup si l'on ajoute les expériences et les enseignements que chacun peut en retirer, même s'il ne s'agit pas d'une réelle capitalisation, au sens scientifique du terme. Un réseau s'est créé, de personnes et d'institutions qui ne demandent qu'à continuer de se rencontrer pour échanger et progresser ensemble. Notons que cette conclusion partielle et provisoire peut aussi s'appliquer à la quasi totalité des projets Medland 2020.

Changement climatique et incendie : des risques exacerbés en Méditerranée

Une deuxième famille de projets s'inscrit dans la démarche de la prévention des risques qui menacent forêts et territoires, qu'il s'agisse des risques provoqués par les changements climatiques : Forclimadapt, ou de risques d'incendies : Protect et Cypfire.

Dans ces domaines, les gestionnaires ne peuvent se contenter d'attendre que la recherche ait obtenu des résultats significatifs pour adapter leurs actes en conséquence. Ils ont d'abord à prendre, chez eux, la mesure des problèmes qu'ils ont à affronter,



puis à exprimer leurs questionnements auprès des scientifiques, et leur proposer de collaborer, tout en s'efforçant de tester pragmatiquement des voies dans lesquelles s'engager. Voilà encore une approche nouvelle, où le chercheur est au cœur du sujet, parmi les premiers bénéficiaires de ses travaux. C'est là une autre forme d'association interdisciplinaire, garantissant un transfert efficace et la meilleure appropriation possible des résultats de la recherche. A travers ces trois projets, se sont propagées, non seulement l'information, mais sans doute aussi les dispositions d'esprit des partenaires.

Dans le domaine du changement climatique, les sylviculteurs questionnent et ne peuvent attendre trop longtemps des réponses, sous peine de retarder des décisions de gestion qui sont urgentes et indispensables. ForClimadapt a permis à six équipes de se lancer, non pas à l'aveuglette, mais à la recherche de voies nouvelles, en prévision de situations qui ont une forte probabilité de se produire : accroissement de l'aridité et accentuation des événements extrêmes des climats méditerranéens, depuis l'aride, en Alentejo (Portugal), jusqu'aux étages montagnards des Alpes-du-Sud ou des Pyrénées.

Pour ce qui concerne la prévention contre les incendies, bien que d'énormes progrès aient été faits, pour obtenir de meilleurs résultats, il restera toujours à progresser dans la connaissance des milieux et des phénomènes, ainsi que dans la mise au point de techniques de prévention, de prévision et de lutte. L'intérêt de projets tels que Protect ou Cypfire, réside dans le fait que ce ne sont pas nécessairement les services incendie qui s'en sont saisis, mais plutôt des équipes rassemblant chercheurs et gestionnaires, agissant sur leur terrain et acceptant de soumettre leurs hypothèses et leurs résultats à l'observation et à la critique de leurs pairs.



Le danger d'une trop forte consommation d'espace par l'urbanisation

Photo 2 :
Essais de plantations dans le sud du Portugal (projet ForClimadapt).
Photo DAIFM

La région méditerranéenne n'est hélas pas la seule exposée à ce risque, mais il faut reconnaître que l'attraction exercée par la Méditerranée se traduit par une pression foncière très élevée et une forte demande d'extension du domaine bâti ainsi que des infrastructures associées. Cette urbanisation dévore des espaces naturels ou forestiers, mais aussi de bonnes terres agricoles. Le projet OSDDT propose des indicateurs de



Photo 3 :
Les espaces naturels méditerranéens sont soumis à une forte pression foncière, ici dans le sud de la France.
Photo DAIFM



Photo 4 :
L'utilisation
des plaquettes forestières
offre un débouché
nouveau pour les bois
méditerranéens
Projet Proforbiomed,
France, juin 2014
Photo DAIFM

suivi ainsi que quelques recommandations pour réduire cette consommation de sols et limiter la fragmentation des paysages.

Une meilleure valorisation économique des espaces naturels et forestiers méditerranéens pour pouvoir mieux les gérer

La production de bois de ces espaces est généralement assez faible en dehors des zones de montagne. De plus, la qualité des produits bois est souvent médiocre en raison des contraintes climatiques et, généralement, d'une carence en sylviculture. L'attrait économique est donc bien faible pour les pro-



Photo 5 :
Les plantes à parfums,
aromatiques
et médicinales offrent
des débouchés directs
à la biodiversité.
Photo FranceAgriMer

priétaires de ces forêts et leur capacité d'auto-financer leur gestion très limitée. Il est donc impératif, en région méditerranéenne, de rechercher d'autres sources de financement, issus de productions ou de services jusque là non valorisés.

La récupération énergétique de la biomasse forestière

La combustion de plaquettes forestières dans des chaudières de puissances variées, offre un débouché nouveau pour des bois de très faible valeur ou des sous-produits tels que les rémanents de coupes. Comme pour toute filière nouvelle, une forte animation est indispensable pour vaincre les réticences des propriétaires. Ensuite, il convient d'expérimenter les solutions techniques et économiques les plus appropriées pour mobiliser une ressource dispersée, foisonnante et de faible valeur unitaire (Proforbiomed), ou encore pour organiser et garantir l'approvisionnement des chaudières (Woode3), en s'interrogeant sur la compatibilité entre divers modes d'exploitation relevant de la petite et moyenne entreprise locale ou du grand groupe industriel.

La commercialisation des menus produits non-ligneux

Pour rendre possible une gestion forestière, les propriétaires doivent être sensibilisés et attentifs à toutes les opportunités. Parmi ces dernières : le ramassage des champignons, au moyen d'une organisation contractuelle avec les ramasseurs, pour éviter les dégradations et les abus, tout en retirant un petit revenu complémentaire (Sylvamed).

Le paiement de services environnementaux offerts par les forêts

La société moderne, principalement urbaine, est avide de nature. Certains espaces périurbains sont « envahis », incommodant leurs propriétaires et occasionnant des nuisances, en cas de surfréquentation. Une gouvernance partagée a pu être envisagée autour de la ville de Celje en Slovénie et un mode de rémunération de cet usage récréatif est proposé aux propriétaires volontaires (Sylvamed).

Ce même projet recense des cas de PSE liés à la garantie de la qualité des eaux issues de captages de sources ; certains contrats existent déjà entre des propriétaires forestiers et des professionnels de l'approvisionnement en eau potable.

La valorisation économique de la biodiversité

L'organisation d'un tourisme durable de nature dans les aires protégées de la côte portugaise (2Bparks), devrait permettre de limiter les impacts négatifs sur la remarquable biodiversité de ces territoires, tout en stimulant l'activité économique de tout un secteur : les agences spécialisées, les voyagistes, les structures d'accueil et de restauration, sans oublier les organismes liées à la pédagogie de la nature... Ce tourisme qualifié de durable est aussi un axe du projet Susten.

La biodiversité peut aussi trouver un débouché direct : c'est le cas des plantes à parfums, aromatiques et médicinales. La forêt et les espaces naturels méditerranéens hébergent une multitude d'espèces végétales très riches en molécules recherchées par l'artisanat et l'industrie. Elle peuvent aussi faire l'objet de cultures de type agricole (MEDISS).

La démarche d'encouragement des actes commerciaux en circuits courts procède aussi de la recherche d'une optimisation de l'économie (Rururbal).

Une synergie nécessaire pour ces espaces peu productifs

Ce catalogue de projets apparemment disparates et rassemblés sous l'égide de Medland 2020, fait émerger certaines caractéristiques parfois assez banales, mais le plus souvent assez spécifiques des espaces naturels et forestiers méditerranéens.

Ils se distinguent bien évidemment par un climat original et une riche biodiversité adaptée à ces contraintes, ainsi qu'à des usages anthropiques millénaires. Ces écosystèmes sont capables d'offrir une multitude de produits et services, mais très rarement en quantités suffisantes pour rémunérer les propriétaires et financer leur gestion. Le bois reste important, mais il ne devrait pas demeurer la seule ressource valorisable. Face à cette multifonctionnalité, sur le plan

de l'action et de la prospective, il apparaît assez clairement qu'une place prépondérante doit être dévolue aux actions communes de la part des gestionnaires et des utilisateurs, ce qui renvoie à l'intérêt d'une co-construction par l'ensemble des parties prenantes de ces espaces boisés, d'une gouvernance commune, probablement plus efficiente.

L'émergence d'une parole partagée

Le mode de travail, pour ne pas dire la méthode, a été variable suivant les projets, mais tous ont fait l'objet de rencontres chez les uns et chez les autres, de sorte que les acteurs ont pu prendre connaissance des situations concrètes de chaque projet élémentaire

Dans la plupart des cas, chaque site a été l'objet d'au moins une visite, et au mieux d'un séminaire. Cela a produit quasi automatiquement plus que la simple prise de connaissance, car cela a entraîné de nécessaires explications qui reprennent, en amont de chaque projet, le cadre physique et institutionnel.

Ainsi, l'information recueillie par les visiteurs prend rarement la forme d'une recette, car les conditions diffèrent d'un site à l'autre, mais plutôt celle d'une démarche. C'est ce que l'on a pu appeler, il n'y a guère, « communication » (Synthèse de Récoforme, projet de la vague précédente).

Photo 6 :

Les partenaires du projet Qualigouv réunis dans le Luberon en France.
Photo GMICRPF



Jean BONNIER
 Louis AMANDIER
 Jean-Paul CHASSANY
 Gilles BONIN
 Forêt
 Méditerranéenne
 14 rue Louis Astouin
 13002 Marseille
 FRANCE
 Email :
 contact@foret-
 mediterraneenne.rog

Voilà sans doute pourquoi les catalogues de bonnes pratiques, souvent annoncés dans les projets, s'ils sont publiés, ne revêtent pas l'importance que l'on pouvait en attendre ; ce qui compte, finalement, c'est la transformation mutuelle des acteurs. Il est difficile d'évaluer ce phénomène et de mesurer l'impact réel de l'action de coopération, mais, l'analyse effectuée, cas par cas, montre souvent que la participation à un tel projet a permis de réaliser, en chaque territoire, des opérations qui n'auraient pas été possibles, non seulement pour les raisons financières évidentes, mais par l'injection subtile, mais plus large que l'on croit, des apports des partenaires.

Tous ces projets ainsi rassemblés, expriment donc les interventions, les opinions et les expertises d'un très grand nombre de partenaires. Ces derniers, variés dans leurs orientations thématiques comme dans leurs origines géographiques, constituent un microcosme aussi appréciable que le Partenariat de collaboration pour les forêts méditerranéennes, qui s'est constitué depuis 2010 autour du Comité Silva mediterranea de la FAO. Ce partenariat qui regroupe une trentaine de participants concerne plutôt des institutions internationales, telles que le Plan bleu, l'Association internationale forêts méditerranéennes ou celle des Forêts Modèles, des Etats, des organismes académiques, mais quasiment aucune Collectivité territoriale. Il a néanmoins contribué puissamment à l'émergence d'une approche commune des espaces naturels et forestiers méditerranéens et l'on peut en attendre la construction d'une parole partagée des méditerranéens sur leurs forêts.

Photo 7 :
 Un des oubliés
 de Medland : l'élevage...
 Photo Medland



Il apparaît, dès maintenant, indispensable que les mécanismes européens qui ont permis la réalisation des projets ainsi que leur coalition au sein de Medland 2020, en favorisent la perpétuation et l'enrichissement.

Dans l'histoire des programmes européens, depuis les Interreg jusqu'au Med, il était quasi impossible de discerner le terme de « forêt » : il fallait aller chercher des références à la biodiversité, au développement durable... sans trouver de rapports directs avec les espaces et territoires gérés par les sylviculteurs, les Collectivités territoriales ou les organismes spécialisés. Medland 2020 a permis de rétablir cette nécessaire approche et c'est une de ses principales qualités.

Préparons l'avenir

Il faut cependant remarquer un grand absent dans ce concert, c'est l'élevage. Il est probable que, dans le programme Med qui se termine, un certain nombre de projets concernant l'élevage extensif dans les espaces naturels et forestiers ont été conduits, soit pour atténuer la vulnérabilité à l'incendie, soit pour engager une véritable approche sylvopastorale bénéfique à l'arbre et à la pâture. On peut regretter que certains d'entre eux n'aient pas pu être joints à Medland 2020.

Mais cela sera possible à l'avenir, tant nous pensons avec optimisme que la nouvelle vague de projets européens, pour la période 2015-2019, saura, mieux encore que la précédente, faire sa juste place aux questions de la connaissance, de la gestion, de la protection et de la mise en valeur des espaces naturels et forestiers méditerranéens au sein des territoires locaux et régionaux.

Nous croyons pouvoir attester de la bonne disposition de la plupart des partenaires de Medland 2020 à s'engager dans cette voie afin de faire entendre, dans l'aménagement des territoires, la parole partagée des méditerranéens sur leurs forêts.

En tous cas, l'association Forêt Méditerranéenne, aidée par l'Association Internationale Forêts Méditerranéennes, est prête à se mettre dès maintenant au service de cette démarche.